

N/REF. : E-12516 D2024-680-005916 - DA.MG
Aff. suivie par : Adjudant-chef ARCAINA David
Groupement prévention
Service Instruction Prévention Sud 2.1
gprv.sud.sec@sdis38.fr
Tél. 04 76 26 88 67
Fax 04 76 26 82 66

RAPPORT D'ANALYSE ET DE PROPOSITIONS COMPLÉTANT LES CONSTATS DU GROUPE DE VISITE

I. RÉFÉRENCES DU DOSSIER

Commune :	MONTBONNOT-SAINT-MARTIN
Désignation de l'établissement :	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE INFORMATIQUE ET AUTOMATIQUE (INRIA)
Numéro au fichier départemental :	E-12516
Type principal :	L
Type secondaire :	W
Catégorie :	3
Adresse :	655 AVENUE DE L'EUROPE
Représentant de l'exploitant :	M. DESPREZ
Nature de la visite :	Visite périodique
Date de la visite :	18/07/2024
Situation administrative :	Cet établissement fonctionne sous avis favorable. Il fait l'objet d'un arrêté municipal d'autorisation d'ouverture en date du 02/04/2007.

II. PERSONNES PRÉSENTES LORS DE LA VISITE

A. Membres du groupe de visite

M.	FARRUGIA,	représentant le maire.
Adc	ARCAINA,	suppléant le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

B. Autres personnes associées à la visite ne prenant pas part à la délibération

M.	BRUN-COSME-BRUNY,	responsable des services techniques généraux - INRIA.
M.	MAURIN,	secrétaire général - INRIA.
M.	TROTEL,	service technique généraux – maintenance et sécurité.

III. PRÉAMBULE

La périodicité de contrôle pour cet établissement est de 36 mois.

L'exploitant a informé ce jour le groupe de visite des aménagements suivants :

- la chaufferie a été remplacée par deux chaufferies gaz de 500 KW chacune en 2021.
- Les CTA ont été remplacées en 2021. Un RVRAT du 07/09/2023 de QUALICONSULT contenant 8 observations a été présenté au groupe de visite.
- l'installation d'extinction automatique à gaz des locaux "serveurs" a été remplacée en 2021.
- une borne de recharge électrique pour VL a été installée à l'extérieur en 2019.

Les services de la commune de MONTBONNOT-SAINT-MARTIN n'ont fait aucune demande de consultation auprès du secrétariat de la sous-commission départementale. Il est rappelé que tous les travaux dans les ERP doivent être autorisés par le Maire, la commission de sécurité étant chargée de donner au maire un avis pour qu'il prenne sa décision.

IV. RAPPEL DES DÉROGATIONS OBTENUES

Cet établissement a fait l'objet de 5 demandes de dérogation. Ces dernières qui ont reçu un avis favorable en sous commission départementale de sécurité sont reprises ci-dessous :

En séance du 19/04/1994 (affaire n° 13)

DÉROGATION N° 1

OBJET : **non enclouement des 3 escaliers desservant le corps central** contrairement aux dispositions de l'article CO 52.

Mesures compensatoires prévues par le demandeur :

- installation d'un système de sécurité incendie de catégorie A dans l'ensemble des bâtiments (y compris aile EST et aile OUEST),
- les deux cages d'escalier sont désenfumées en partie haute (partie non accessible au public),
- l'escalier monumental débouche dans l'atrium,
- le nombre de dégagements est excédentaire (3 sorties totalisant 10 UP pour 2 sorties totalisant 6 UP nécessaires réglementairement).

DÉROGATION N° 2

OBJET : **absence de désenfumage des circulations horizontales de plus de 30 mètres**, contrairement aux dispositions de l'IT n° 247, chapitre 5.2.

Mesures compensatoires prévues par le demandeur :

- installation d'un système de sécurité incendie de catégorie A dans l'ensemble des bâtiments,
- les circulations bordant l'atrium couvert sont désenfumées par celui-ci (désenfumage au 1/20^{ème} asservi à un détecteur linéaire),
- les circulations de la partie non accessible au public disposent d'ouvrants en façade Nord.

En séance du 09/11/1995 (affaire n° 6)

DÉROGATION

OBJET : **suppression de la cloison coupe-feu de degré ½ heure entre la salle " showroom ", le local courrier et le hall d'accueil (atrium). Mise en place d'une cloison vitrée sans résistance au feu** (dérogation à CO 24).

MESURES COMPENSATOIRES PRÉVUES PAR LE DEMANDEUR :

- mise en place de détecteurs automatiques dans ces locaux,
- création d'un désenfumage naturel en façade représentant une surface géométrique égale au 1/20^{ème} de la surface de ces locaux. L'ouverture de ces ouvrants est asservie à la détection.

En séance du 09/11/1995 (affaire n° 24)

DÉROGATION N° 1

OBJET : **absence de stabilité au feu ½ heure pour la passerelle métallique formant circulation au niveau 2** (dérogation à CO 12).

MESURES COMPENSATOIRES PRÉVUES PAR LE DEMANDEUR :

- mise en place de deux portillons (un à chaque extrémité) dont la fermeture est asservie à la détection, visant interdire l'accès à la passerelle,
- mise en place du même dispositif au niveau 1, situé à l'aplomb de la passerelle.

DÉROGATION N° 2

OBJET : ne pas respecter l'article 3.3.4 de l'I.T. 263 relative à la construction et au **désenfumage** des volumes libres intérieurs au motif que l'ouverture du local "détente" (cafétéria) **sur le hall** n'était pas prévue au permis de construire initial. Il n'était plus possible d'installer le désenfumage mécanique.

MESURES COMPENSATOIRES PRÉVUES PAR LE DEMANDEUR :

- Mise en place d'un désenfumage naturel par ouvrants en façade (imposte du bloc-porte donnant sur l'extérieur) représentant une surface géométrique égale au 1/20^{ème} de la surface de la cafétéria. L'ouverture de ces ouvrants est asservie à la détection automatique.
- Mise en place de deux détecteurs dans la cafétéria.

V. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

A. Description de l'établissement :

La plus grande partie des locaux de cet établissement n'est pas accessible au public mais au personnel.

Destination et répartition des locaux :

Niveaux	Locaux
2 ^{ème} étage (non accessible au public)	<ul style="list-style-type: none">* corps central<ul style="list-style-type: none">. 2 salles de réunion de 19 m² chacune. 1 salle de réunion de 35 m². 1 salle de réunion de 40 m². coursive de distribution ouverte sur le volume de l'atrium. espace réunion direction* aile Est et aile g en extension :<ul style="list-style-type: none">. 15 bureaux. salle de réunion. local photocopie. secrétariat. 17 bureaux. 2 locaux techniques (photocopieur et répartiteurs informatiques)* aile Ouest :<ul style="list-style-type: none">. 17 bureaux. 2 locaux techniques (photocopieur et répartiteurs informatiques)
1 ^{er} étage	<ul style="list-style-type: none">corps central* locaux accessibles au public :<ul style="list-style-type: none">. 1 espace "accueil exposition rencontres " de 190 m². 1 salle de conférences de 200 places (250 m²). 1 salle de séminaires de 75 m². 1 espace réception de 34 m² ouvert sur l'atrium* locaux non accessibles au public :<ul style="list-style-type: none">. 1 réserve du local "détente". 1 cafétéria (162 m²),. secrétariat. Espace KINOVIS (ex bibliothèque). 1 salle de réunion de 19 m². 2 espaces "attente". sanitaires. vestiaires. 1 médiathèque du personnel. 1 patio de 54 m²* aile Est (non accessible au public) et aile g en extension :

Niveaux	Locaux
	<ul style="list-style-type: none"> . 15 bureaux . salle de réunion . local photocopie . secrétariat . 17 bureaux . 2 locaux techniques (photocopieur et répartiteurs informatiques) . 1 local détente <p>* aile Ouest (non accessible au public) :</p> <ul style="list-style-type: none"> . 17 bureaux . 2 locaux techniques (photocopieur et répartiteurs informatiques) . 1 local détente
Rez-de-chaussée	<p>* locaux accessibles au public :</p> <ul style="list-style-type: none"> . 1 hall d'entrée de 90 m² . sanitaires hommes et sanitaires femmes <p>* locaux non accessibles au public :</p> <ul style="list-style-type: none"> . 1 local sport/détente . 1 local à vélos . des réserves et rangements . 1 local onduleur . 1 local T.G.B.T accessible uniquement de l'extérieur . 1 local transformateur accessible uniquement de l'extérieur . 2 locaux poubelles . vide sanitaire (extension aile g)

B. Rappel des effectifs accueillis

Niveaux	Activités	Surface	Facteur de densité	Effectif théorique	Effectif déclaré
1 ^{er} étage	Séminaire réception cafétéria salle de conférence	Occupation non simultanée des locaux	1 personne par siège pour la salle de conférence	245	245
Rez-de-chaussée	Hall d'accueil	/	/	20	20
Personnels *	/	/	/	100	100
Total	/	/		365	365

* Effectif du personnel ne disposant pas de ses propres dégagements.

Les effectifs ont fait l'objet d'une réévaluation de la part du maître d'ouvrage en 2011. Les espaces accessibles au public (hall d'accueil, salles de réunions et de réception) ne sont pas occupés simultanément par le public.

C. Rappel des principales dispositions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique connues de la commission de sécurité

1. Construction

a. *Conception et desserte des bâtiments*

Le bâtiment est en forme de "peigne". Le corps central, dans lequel se situe un atrium ouvert sur les deux niveaux (1^{er} et 2^{ème} étages), dessert deux ailes parallèles (Est et Ouest). Le projet lié aux PC n° 2490810018 et au PC modificatif n° 2490810018/1 (aile g) vient en extension de l'aile Est.

L'établissement dispose de 6 ailes au total.

L'établissement est desservi par une voie engins.

b. *Isolement par rapport aux tiers*

Il n'existe pas de tiers mitoyens ou en vis-à-vis.

La partie centrale est isolée des ailes "bureaux" par des sas coupe-feu 2 heures.

c. *Solution retenue pour l'évacuation des personnes en situation de handicap*

Un chargé d'évacuation est prévu pour chaque aile de chaque niveau de l'établissement.

d. Résistance au feu des structures

Les éléments principaux de structure, métal et béton sont stables au feu ½ heure et les planchers coupe-feu ½ heure.

La passerelle métallique formant circulation au niveau 2 ne présente pas une stabilité au feu d'½ heure. Ce point a fait l'objet d'une dérogation accordée en séance du 9 novembre 1995 avec comme mesures compensatoires :

- mise en place de deux portillons (un à chaque extrémité) dont la fermeture est asservie à la détection, visant à interdire l'accès à la passerelle,
- mise en place du même dispositif au niveau 1, situé à l'aplomb de la passerelle.

e. Façades

Les façades sont M2 en réaction au feu.

f. Distribution intérieure, compartimentage

Dans l'existant, l'établissement est conçu selon le principe du cloisonnement traditionnel et dispose de cloisons coupe-feu ½ heure.

Entre la salle "showroom", le local courrier et le hall d'accueil (atrium), il existe une cloison vitrée sans résistance au feu. Ce point a fait l'objet d'une dérogation accordée en séance du 9 novembre 1995 avec comme mesures compensatoires :

- mise en place de détecteurs automatiques dans ces locaux,
- création d'un désenfumage naturel en façade représentant une surface géométrique égale au 1/20^{ème} de la surface de ces locaux. L'ouverture de ces ouvrants est asservie à la détection.

Au 1^{er} étage, la cloison et la porte vitrée de la salle de réception sont coupe-feu ½ heure.

g. Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers

Les locaux à risques particuliers sont isolés.

h. Dégagements

Niveaux	Effectif maximum à évacuer *	Nombre de dégagements réglementaires	Largeur réglementaire cumulée des dégagements	Nombre de dégagements réalisés	Largeur cumulée des dégagements réalisés
Niveau 2	35	2	2	2	4
Niveaux 1+2	345	2	5	3	6
RDC+1+2	365	2	5	3	10

* Dont personnel ne disposant pas de ses propres dégagements.

Les trois escaliers desservant le corps central ne sont pas encloués contrairement aux dispositions de l'article CO 52. Ce point a fait l'objet d'une dérogation accordée en séance du 19 avril 1994 avec comme mesures compensatoires :

- installation d'un système de sécurité incendie de catégorie A dans l'ensemble des bâtiments (y compris aile Est et aile Ouest),
- deux cages d'escaliers sont désenfumées en partie haute (partie non accessible au public),
- l'escalier monumental débouche dans l'atrium,
- le nombre de dégagements est excédentaire (3 sorties totalisant 10 unités de passage pour 2 sorties totalisant 5 unités de passage nécessaires réglementairement).

2. Aménagements intérieurs, décoration et mobilier

Dans la partie la plus récemment modifiée, les aménagements répondent aux dispositions suivantes :

- les revêtements de plafonds (et faux plafonds) classés M1.
- les revêtements muraux classés M2.
- les revêtements de sol classés M3 et M0.

La justification de la bonne réaction au feu des revêtements muraux du showroom au 1^{er} étage n'est pas faite.

3. Désenfumage

Les circulations horizontales de plus de 30 mètres ne sont pas désenfumées, contrairement aux dispositions de l'I.T. n° 246, chapitre 5.2.

Ce point a fait l'objet d'une dérogation accordée en séance du 19 avril 1994 avec comme mesures compensatoires :

- installation d'un système de sécurité incendie de catégorie A dans l'ensemble du bâtiment,
- les circulations bordant l'atrium couvert sont désenfumées par celui-ci (désenfumage au 1/20^{ème} asservi à un détecteur linéaire),
- les circulations de la partie non accessible au public disposent d'ouvrants en façade Nord.

Plusieurs locaux ouverts sur l'atrium ne sont pas désenfumés mécaniquement contrairement aux termes de l'article 3.3.4 de l'I.T. 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs. Il s'agit du local réception et du local "détente" (cafétéria).

Ce point a fait l'objet de deux dérogations accordées en séance du 9 novembre 1995 avec comme mesures compensatoires :

- mise en place d'un désenfumage naturel par ouvrants en façade (imposte du bloc-porte donnant sur l'extérieur) représentant une surface géométrique égale au 1/20^{ème} de la surface de la cafétéria ouverte sur le volume concerné. L'ouverture de ces ouvrants est asservie à la détection automatique,
- mise en place de deux détecteurs.

4. Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire

Le chauffage est assuré par ventilo-convecteurs et par des planchers chauffants.
Le local chaufferie et les 10 CTA sont installées en toiture.

5. Installations gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés

Le gaz dessert la chaufferie en toiture.

6. Installations électriques

La coupure électrique est possible par aile et/ou secteurs, à chaque niveau du bâtiment.
La coupure générale est située à l'extérieur à côté du local TGBT.

7. Éclairage de sécurité

L'éclairage de sécurité est assuré par blocs autonomes d'éclairage de sécurité.

8. Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants

Un ascenseur réservé au public dessert le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage.
2 ascenseurs réservés au personnel desservent tous les niveaux.

9. Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration

La puissance des appareils installés dans la cafétéria (non accessible au public) est inférieure à 20 kW.

10. Moyens de secours contre l'incendie

a. *Défense extérieure contre l'incendie*

Il existe 2 points d'eau qui concourent à la défense extérieure contre l'incendie de cet établissement.
Les caractéristiques de la dernière vérification transmises au SDIS, faisaient état des données suivantes :

N° point d'eau incendie	Adresse	Débit en m³/h à 1 bar de pression dynamique
91	PRIVE - Avenue de l'Europe "INRIA"	120
118	Pré Mayen/derrière les Pupilles de l'air	100

Ces valeurs, issues de relevés ponctuels, ne sauraient engager la responsabilité du SDIS sur la pérennité des caractéristiques d'un réseau dont il n'assure pas la concession, ni l'entretien.

Nota : toute remarque concernant ces données doit être transmise à la commission de sécurité.

b. Installation d'extinction automatique ou à commande manuelle

Les locaux serveurs bénéficient d'une extinction automatique à gaz (IG 55). L'extinction se déclenche lors d'une double détection.

c. Appareils mobiles et moyens divers

Des extincteurs appropriés aux risques sont en place.

d. Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers

Des plans sont affichés.

e. Service de sécurité incendie

Des formations sont organisées pour le personnel.

f. Système de sécurité incendie (SSI)

L'établissement dispose d'un système de sécurité incendie de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 (compensation de dérogations).

La détection est implantée dans les circulations, les locaux à risques, l'atrium (détection linéaire) ainsi que dans des locaux créés à l'occasion des précédentes rénovations et extensions.

La centrale se situe dans le local courrier.

La temporisation est de 5 minutes, avec report à l'accueil.

Les asservissements sont les suivants :

- désenfumage atrium (si détection dans l'atrium uniquement),
- déverrouillage des issues,
- fermetures des portes coupe-feu des sas,
- diffusion d'un message pré enregistré dans la salle de conférences.

g. Système d'alerte

L'alerte est réalisée par téléphone urbain.

VI. ÉLÉMENTS PRODUITS PAR LE GROUPE DE VISITE

A. Synthèse des vérifications réglementaires et de l'entretien en exploitation

Le tableau ci-dessous a pour objet de renseigner la commission sur la qualité des vérifications réglementaires en exploitation des installations techniques, des entretiens, et sur les actions entreprises en matière de prévention.

Éléments contrôlés	Périodicités / Références réglementaires	Date	Nom du technicien compétent ou nom de l'organisme agréé	Observations
Installations de désenfumage et accessoires (toutes y compris les débits si DF mécanique)	1 an TC ou OA DF 10	03/10/2023	SASIC	Sans observation
Ramonage et vérification des conduits d'évacuation (chauffage)	1 an TC ou OA CH 57		IDEX	Non présenté
Installations de chauffage, de froid, de ventilation, de conditionnement d'air, de production de vapeur ou d'eau chaude sanitaire	1 an TC ou OA CH 58	15/05/2024	VERITAS	Des observations
Installations fonctionnant aux gaz combustibles et hydrocarbures	1 an TC ou OA GZ 30	22/05/2024	VERITAS	Sans observation
Installations électriques (dont les protections contre la foudre)	1 an TC ou OA EL 19	21/05/2024	VERITAS	Des observations

Éléments contrôlés		Périodicités / Références réglementaires	Date	Nom du technicien compétent ou nom de l'organisme agréé	Observations
Éclairage de sécurité		1 an TC ou OA EC 15	04/07/2024	SASIC	Des observations
Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants : contrat d'entretien		contrat annuel (R. 134-7) carnet entretien (R. 134-10) TC ou OA R. 143-34		ORONA	Non présenté
Ascenseurs : vérification quinquennale		5 ans OA AS 9 et R. 134-11	08/04/2024 06/10/2021	VERITAS	Des observations
Exercices d'instruction des personnels		à l'initiative de l'exploitant MS 51	27/06/2024	VERITAS	20 pers: Manip MS, chargé d'évac
Exercices d'évacuation	établissement autre que type R		30/05/2024		Évacuation à 14h30 RAS
Extincteurs		1 an TC ou OA MS 73	16/05/2024	SASIC	Sans observation
Système de sécurité incendie A et B	Contrôle	1 an TC ou OA MS 73	20/09/2023	SASIC	Des observations
	Contrat d'entretien	TC MS 68	SASIC		
Triennale Système de sécurité incendie A et B		3 ans OA MS 73	22/08/2022	VERITAS	Des observations

B. Synthèse des essais d'installations

Les essais d'installations n'ont pas de caractère systématique. Ils permettent de constater le comportement des installations dans le contexte d'une action définie.

INSTALLATION ÉLECTRIQUE / ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ	
Action	Coupure électrique au tableau divisionnaire des ailes E et H.
Effets	Fonctionnement partiel de l'éclairage de sécurité.
Observations	3 BAES HS.

DÉSENFUMAGE NATUREL	
Action	Déclenchement depuis un dispositif de commande manuel dans le hall d'entrée (ZF1).
Effets	Dispositifs d'évacuation des fumées totalement fonctionnels.
Observations	Pas d'observation(s) particulière(s).

SSI A	
Action	Activation d'un détecteur automatique d'incendie dans un local à risque du R+1
Effets	Déclenchement de l'alarme générale temporisée à 5 min. Fermeture des portes de recoupement. Diffusion d'un message pré-enregistré prescrivant en clair l'ordre d'évacuation. Déverrouillage des issues de secours.
Observations	Pas d'observation(s) particulière(s).

OUVERTURE MANUELLE PORTES D'ISSUES DE SECOURS	
Action	Ouverture manuelle de porte(s) d'issues de secours.
Effets	Ouverture des portes sans résistance.
Observations	Pas d'observation(s) particulière(s).

C. Analyse du risque le jour de la visite et proposition d'avis du groupe de visite

Sur la base des différents constats dressés par les membres du groupe de visite, l'examen combiné des risques d'éclosion d'un sinistre, des facteurs de propagation de l'incendie et des fumées dans l'établissement et en direction des tiers, ainsi que les moyens favorisant la protection des personnes, met en évidence un état de sécurité satisfaisant pour le public accueilli dans cet établissement.

En conséquence, le groupe de visite a proposé un **avis favorable à la poursuite de son fonctionnement**.

VII. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

- Articles R. 143-1 à R. 143-47 du code de la construction et de l'habitation.
- Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté ministériel du 5 février 2007 modifié, relatif au type L.
- Arrêté ministériel du 21 avril 1983 modifié, relatif au type W.

VIII. PROPOSITIONS DE PRESCRIPTIONS

A. Propositions de prescriptions émises lors des précédentes visites et non prises en compte

- 1) Poursuivre la formation du personnel et organiser des exercices d'instruction à la sécurité contre l'incendie pour les personnels de l'établissement. La date de ceux-ci doit être portée sur le registre de sécurité. Ces séances doivent être réalisées sous la responsabilité de l'exploitant (article MS 51).
- 2) Justifier les critères de réaction au feu des matériaux utilisés pour l'aménagement du showroom (réalisé sans demande d'autorisation au 1^{er} étage). Cela concerne les revêtements muraux (article AM 4).
- 3) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations formulées par le technicien **ascensoriste** dans le cadre de sa mission de contrôle (article R. 123-43).

B. Propositions de prescriptions émises lors de la présente visite

- 1) La visite a mis en évidence la réalisation de travaux d'aménagements sans autorisation de l'autorité compétente (chaudières/extinction automatique à gaz/borne de recharge électrique).
Il est rappelé que l'article L.122-3 du code de la construction et de l'habitation pose le principe d'une vérification du respect des règles de sécurité prévues à l'article L.143-2 dudit code préalablement à la délivrance d'une autorisation de créer, aménager ou modifier un établissement recevant du public ; la commission de sécurité étant chargée de produire les éclairages nécessaires à l'autorité compétente (article R.122-20).

Afin de régulariser cette situation, il y aura lieu de transmettre un dossier au maire en vue de recueillir l'avis de la commission de sécurité compétente. Ce dossier devra répondre, dans sa composition, aux dispositions de l'article R.143-22 du code de la construction et de l'habitation.

- 2) Transmettre au secrétariat de la sous-commission de sécurité le(s) rapport(s) de vérification(s) réglementaire(s) concernant les nouvelles installations (chaudières, extinction automatique à gaz, borne de recharge électrique) (article R.143-34 et GE 8).
- 3) Lever les observations du RVRAT de QUALICONSULT concernant l'installation des CTA (article R.143-34).
- 4) Dans le cas où le ramonage et le nettoyage des **conduits de fumées, des cheminées et des appareils liés aux installations de production de chaleur** aurait conduit à des observations de la part du technicien intervenant, réaliser les actions permettant de les lever (article R. 143-34).

- 5) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux installations de **chauffage** (article R. 143-34).
- 6) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux **installations électriques** (article EL 18).
- 7) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux installations d'**éclairage de sécurité** (article R. 143-34). Dans le cas où les vérifications réalisées dans le cadre du contrat d'entretien "**ascenseur(s)**" contiendrait des observations, réaliser les actions permettant de les lever (articles R. 134-7, R. 134-10 et R. 143-34).
- 8) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au rapport de vérifications quinquennales relatif aux installations d'**ascenseur(s)** (article R. 143-34).
- 9) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif au **système de sécurité incendie** (article R. 143-34).
- 10) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au rapport de vérifications triennales relatif au **système de sécurité incendie** (article R. 143-34).
- fait le 04/09/2024 11) Poser des boutons moletés sur la porte du local A109 (article CO 45)
- fait le 04/09/2024 12) Doter la porte des locaux suivants d'un ferme-porte :
 - D102, B120, J120, A008 (article CO 28).
- 13) Évacuer le potentiel calorifique présent dans le local stockage de la salle showroom ou en assurer l'isolement par un plancher haut et des parois coupe-feu de degré 1 heure et blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure équipés d'un ferme porte (article CO 28).
- 14) Supprimer le stockage au bas de l'escalier de l'aile H.
- 15) Réaliser les travaux/opérations de maintenance permettant de rétablir le bon fonctionnement de l'installation d'éclairage de sécurité (article R. 143-34).

IX. RECOMMANDATION

Afin d'élever le niveau de sécurité de l'établissement il est recommandé de placer un report d'alarme dans le bureau des services techniques et de positionner les BAES en plafond, qui sont actuellement non visibles du public, en position drapeau.

Le directeur départemental,

Pour le directeur départemental
Le chef du groupement prévention

Lieutenant-colonel Philippe SPINOSI

ANNEXE RELATIVE À L'HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

Séance du 22/03/1994 (affaire n° 13), sous-commission départementale de sécurité
Avis défavorable à la délivrance du permis de construire n° 249941010 ainsi qu'à 2 demandes de dérogation (voir ci-dessous pour les deux dérogations).

Séance du 19 avril 1994 (affaire n° 13), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la délivrance du permis de construire n° 249941010 ainsi qu'à 2 demandes de dérogation (2^{ème} consultation). Elles concernaient :

1) Le non encloisonnement des trois escaliers desservant le corps central contrairement aux dispositions de l'article CO 52.

Mesures compensatoires prévues par le demandeur :

- installation d'un système de sécurité incendie de catégorie A dans l'ensemble des bâtiments (y compris aile EST et aile OUEST),
- les deux cages d'escaliers sont désenfumées en partie haute (partie non accessible au public),
- l'escalier monumental débouche dans l'atrium,
- le nombre de dégagements est excédentaire (3 sorties totalisant 10 U.P. pour 2 sorties totalisant 6 U.P. nécessaires réglementairement).

2) L'absence de désenfumage des circulations horizontales de plus de 30 mètres, contrairement aux dispositions de l'I.T. n° 246, chapitre 5.2.

Mesures compensatoires prévues par le demandeur :

- installation d'un système de sécurité incendie de catégorie A dans l'ensemble des bâtiments,
- les circulations bordant l'atrium couvert sont désenfumées par celui-ci (désenfumage au 1/20^{ème} asservi à un détecteur linéaire),
- les circulations de la partie non accessible au public disposent d'ouvrants en façade Nord.

Séance du 09/11/1995 (affaire n° 6), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à l'autorisation de délivrance du permis de construire modificatif (PC n° 249951028) visant au changement de destination de certains locaux, à la modification du cloisonnement de certains locaux, à la modification de l'aspect extérieur ainsi qu'aux 2 demandes de dérogations qui concernaient :

1) Ne pas respecter, pour l'espace réception, les termes de l'article 3.3.4 de l'I.T. 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs, au motif que l'ouverture du local " réception " sur le hall n'était pas prévue au permis de construire initial.

Mesures compensatoires prévues par le demandeur :

- Mise en place d'un désenfumage naturel par ouvrants en façade (imposte du bloc-porte donnant sur l'extérieur) représentant une surface géométrique égale au 1/20^{ème} de la surface de la cafétéria ouverte sur le volume concerné. L'ouverture de ces ouvrants est asservie à la détection automatique.
- Mise en place de deux détecteurs dans la cafétéria.

2) Suppression de la cloison coupe-feu de degré ½ heure entre la salle de séminaires, le local courrier et le hall d'accueil (atrium). Mise en place d'une cloison vitrée sans résistance au feu.

Mesures compensatoires prévues par le demandeur :

- mise en place de détecteurs automatiques dans ces locaux,
- création d'un désenfumage naturel en façade représentant une surface géométrique égale au 1/20^{ème} de la surface de ces locaux. L'ouverture de ces ouvrants est asservie à la détection.

Séance du 09/11/1995 (affaire n° 24), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à l'autorisation de travaux visant à la mise en place du S.S.I. A ainsi qu'aux 2 demandes de dérogations qui concernaient :

1) Absence de stabilité au feu ½ heure pour la passerelle métallique formant circulation au niveau 2

Mesures compensatoires prévues par le demandeur :

- mise en place de deux portillons (un à chaque extrémité) dont la fermeture est asservie à la détection, visant interdire l'accès à la passerelle,
- mise en place du même dispositif au niveau 1, situé à l'aplomb de la passerelle.

2) Ne pas respecter l'article 3.3.4 de l'I.T. 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs au motif que l'ouverture du local " détente " (cafétéria) sur le hall n'était pas prévue au permis de construire initial. Il n'était plus possible d'installer le désenfumage mécanique.

Mesures compensatoires prévues par le demandeur :

- Mise en place d'un désenfumage naturel par ouvrants en façade (imposte du bloc-porte donnant sur l'extérieur) représentant une surface géométrique égale au 1/20^{ème} de la surface de la cafétéria. L'ouverture de ces ouvrants est asservie à la détection automatique.
- Mise en place de deux détecteurs dans la cafétéria.

Séance du 11/01/1996 (affaire n° 50), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à l'autorisation d'ouverture (à l'exception de la salle de conférences dont l'aménagement n'était pas terminé) suite à la visite du 22 décembre 1995. Les travaux du PC n° 249951028M concernaient la modification de l'aménagement de l'établissement.

Séance du 30/05/1996 (affaire n° 28), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux en vue de l'aménagement de la salle de conférences.

Séance du 11/07/1996 (affaire n° 11), sous-commission départementale de sécurité
La sous-commission départementale de sécurité a constaté que la visite de réception de travaux prévue le 24 juin 1996 avait été annulée du fait de l'absence de vérification de l'aménagement de la salle de conférences par un organisme agréé.

Séance du 05/09/1996 (affaire n° 51), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la délivrance de l'autorisation d'ouverture de la salle de conférences et un avis favorable à la poursuite du fonctionnement, suite à la visite de l'établissement en date 19 août 1996.

Séance du 28/10/1999 (affaire n° 45), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement, suite à la visite périodique du 5 octobre 1999.

Séance du 16/11/2006 (affaire n° 53), sous-commission départementale de sécurité
Avis défavorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement, suite à la visite périodique du 17 octobre 2006.
L'avis défavorable était motivé par le défaut de vérifications des installations techniques de désenfumage (article DF 10), chauffage ventilation (article CH 58), de gaz (article GZ 30), système de sécurité incendie de catégorie A (article MS 73) qui est un élément compensatoire d'un certain nombre de dérogations.

Séance du 08/03/2007 (affaire n° 2), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement, suite à la transmission d'éléments de nature à modifier l'avis émis le 16/11/2006.

- Séance du 18/09/2008 (affaire n° 4), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable pour la délivrance du permis de construire n° 2490810018 relatif à l'extension de l'établissement par la construction d'une aile supplémentaire et de la surélévation du bâtiment situé à l'arrière qui abritera un espace cafétéria (non accessible au public) ainsi qu'une extension latérale du bloc avant qui abritera une salle de réception (espace accessible au public qui comportera salle de conférences, administration et réception).
- Séance du 16/04/2009 (affaire n° 18), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la délivrance du permis de construire modificatif n° 2490810018/1 concernant :
- la modification du volume de la façade et l'agencement des locaux techniques extérieurs de la salle de réception,
- la modification de la position des châssis en façades Est et Ouest de la cafétéria.
- Séance du 31/03/2011 (affaire n° 27), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la délivrance de l'autorisation d'ouverture de l'établissement dans sa nouvelle configuration (PC n° 2490810018 et au PC modificatif n° 2490810018/1).
- Séance du 26/09/2013 (affaire n° 23), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux n° 2491310011 concernant la surélévation de la toiture et la création de l'espace " Kinovis ".
- Séance du 18/12/2014 (affaire n° 35), sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement et avis favorable à la réception des travaux liés à l'AT n° 2491310011, suite à la visite périodique du 31 octobre 2014.
- Séance du 13/07/2017, sous-commission départementale de sécurité
Avis favorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement suite à la visite périodique du 04 mai 2017.
- Séance du 29/10/2020, sous-commission départementale de sécurité.
Avis favorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement suite à la visite périodique du 24 septembre 2020.
Avis favorable à l'espacement de la prochaine visite périodique à 4 ans (au lieu de 3).